

Le 5 novembre 2014,

---

**Communiqué de presse  
du Conseil général des Landes**

---

« Je prends acte avec satisfaction de la décision du tribunal administratif de Pau, qui a rejeté la demande du maire d'Hagetmau réclamant une participation financière du Conseil général pour l'utilisation du gymnase municipal par les collégiens hagetmautiens.

L'erreur d'aiguillage de l'avocat de Monsieur Lansaman a conduit la ville dans une impasse juridique. Cela devrait l'inciter, à minima, à davantage de réserve dans son expression publique.

D'autant que cette impasse juridique se double d'une impasse politique.

L'obstination du maire d'Hagetmau à vouloir remettre en cause l'accord noué entre le Département et les collectivités locales sur le principe d'utilisation par les collégiens des équipements sportifs municipaux n'a qu'une seule conséquence : isoler un peu plus Monsieur Lansaman comme en témoignent les propos très critiques tenus par son collègue maire UMP de Biscarrosse le 17 octobre dernier devant l'Assemblée Départementale.

Et pour cause. En dehors de son champ de compétences, le Département subventionne largement les équipements publics des communes et des communautés de communes. Ces huit dernières années, Hagetmau en a bénéficié à hauteur de 1,6 M€ ».

Monique LUBIN  
Vice-présidente du Conseil général  
Conseillère générale d'Hagetmau